

William BOURDON  
Sandrine RICHER  
Apolline CAGNAT  
Amélie LEFEBVRE  
Bertrand REPOLT  
Vincent BRENGARTH  
**Avocats associés**

Marie-Laure DUFRESNE-CASTETS  
Céline MOKRANE  
Emma ELIAKIM  
Charly SALKAZANOV  
Basile OUDET

**Avocats collaborateurs**

T. 01 42 60 32 60 - F. 01 42 60 19 43

[contact@bourdon-associes.com](mailto:contact@bourdon-associes.com)

### COMMUNIQUE DE PRESSE DES AVOCATS DU FNDC

---

Par un courrier du 3 novembre 2020, les soussignés avaient alerté Monsieur le Président Emmanuel MACRON, au nom et pour le compte du FNDC, pour faire état des appréhensions du FNDC quant à la survenance de nouvelles violences, compte tenu notamment de l'absence d'enquête indépendante portant sur les conditions de la répression des manifestations

Ils relayaient les craintes de nouvelles violences post-électorales sont redoublées devant la volonté du pouvoir en place de se maintenir devant la contestation populaire contre le troisième mandat et les accusations de graves irrégularités dans le processus électoral au bénéfice de Monsieur Alpha CONDE.

Dans un entretien publié vendredi 20 octobre 2020, Monsieur le Président Emmanuel MACRON souligne, en parlant d'Alpha CONDE, que « *il organisé un référendum et un changement de la Constitution uniquement pour pouvoir garder le pouvoir. C'est pour ça que je ne lui ai pas encore adressé de lettre de félicitations. Je pense que la situation est grave en Guinée, pour sa jeunesse, pour sa vitalité démocratique et pour son avancée* ».

Les soussignés saluent cette position qui traduit la gravité de la situation sur place, en écho aux faits dénoncés dans leur courrier en date du 3 novembre 2020. Dans le prolongement de ces déclarations, ils réitèrent toutefois leur volonté que Monsieur le Président Emmanuel MACRON condamne publiquement les crimes commis contre les populations civiles désarmées et surtout l'impunité qui encourage la récurrence de ces crimes et d'œuvrer pour que des enquêtes soient diligentées pour identifier leurs auteurs et les traduire devant les tribunaux.

Ils soulignent à nouveau le climat de persécution contre les membres de l'opposition et de la société civile.

Ils annoncent également que d'autres initiatives seront prises dans les prochains jours contre les responsables des violences au niveau du gouvernement, de la police, de la gendarmerie, l'armée et de l'administration publique.

Paris, le 20 octobre 2020

William Bourdon

Vincent Brengarth

